No. 57542*

United Nations
and
Denmark

Agreement between the Kingdom of Denmark and the United Nations concerning the status of the Offices of the United Nations in the Kingdom of Denmark (with supplementary agreements). New York, 22 September 2022

Entry into force: *22 September 2022 by signature, in accordance with article 28(5)*

Authentic text: *English*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *ex officio, 1 October 2022*

No UNTS volume number has yet been determined for this record. The Text(s) reproduced below, if attached, are the authentic texts of the agreement /action attachment as submitted for registration and publication to the Secretariat. For ease of reference they were sequentially paginated. Translations, if attached, are not final and are provided for information only.

Organisation des Nations Unies
et
Danemark

Accord entre le Royaume du Danemark et l'Organisation des Nations Unies relatif au statut des bureaux des Nations Unies au Royaume du Danemark (avec accords complémentaires). New York, 22 septembre 2022

Entrée en vigueur : *22 septembre 2022 par signature, conformément au paragraphe 5 de l'article 28*

Texte authentique : *anglais*

Enregistrement auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies : *d'office, 1er octobre 2022*

Aucun numéro de volume n'a encore été attribué à ce dossier. Les textes disponibles qui sont reproduits ci-dessous sont les textes originaux de l'accord ou de l'action tels que soumis pour enregistrement. Par souci de clarté, leurs pages ont été numérotées. Les traductions qui accompagnent ces textes ne sont pas définitives et sont fournies uniquement à titre d'information.

[TRANSLATION – TRADUCTION]

ACCORD ENTRE LE ROYAUME DU DANEMARK ET L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES RELATIF AU STATUT DES BUREAUX DES NATIONS UNIES AU ROYAUME DU DANEMARK

Le présent accord est conclu entre le Royaume du Danemark et l'Organisation des Nations Unies en vue de définir le statut et les opérations de l'ONU au Royaume du Danemark (le « Danemark » ou le « pays hôte ») ;

Considérant que l'Organisation des Nations Unies a accepté l'offre du Danemark d'accueillir ses entités, notamment ses fonds, programmes, autres organes subsidiaires et autres organismes des Nations Unies (collectivement les « Nations Unies »), et de fournir des installations élargies dans la ville hôte de l'ONU, soit Copenhague, conformément à l'Accord du 20 mai 1997 entre le Gouvernement du Danemark et l'Organisation des Nations Unies relatif à l'occupation et à l'emploi de locaux par des Bureaux des Nations Unies à Copenhague (Danemark), y compris, sans s'y limiter, de louer des locaux à titre gracieux pour une durée indéterminée ;

Considérant que le statut, les privilèges et les immunités des Nations Unies sont régis par la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies et la Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées, selon le cas, adoptées respectivement par l'Assemblée générale des Nations Unies le 13 février 1946 et le 21 novembre 1947, et auxquelles le Danemark a adhéré respectivement le 10 juin 1948 et le 25 janvier 1950 sans réserve ;

Désireux de veiller à ce que les opérations des différentes entités des Nations Unies au Danemark relèvent du même cadre juridique ;

Reconnaissant que le présent Accord a pour objet de garantir les privilèges et immunités nécessaires à l'accomplissement du mandat des Nations Unies ;

Par conséquent, le Danemark et les Nations Unies sont convenus de ce qui suit :

Article premier. Définitions

Aux fins du présent Accord :

a) Le terme « archives » désigne l'ensemble des dossiers, correspondances, documents, publications, manuscrits, photographies, films, enregistrements, fichiers de données informatiques et logiciels appartenant aux Nations Unies ou détenus par celles-ci, quel qu'en soit le lieu, aux fins de l'exécution de leurs fonctions ;

b) Le terme « autorités danoises » désigne les autorités soumises aux lois et règlements du Royaume du Danemark ;

c) Le terme « personnes à charge » désigne les personnes suivantes faisant partie d'un ménage au Danemark : conjoint(e) ou concubin(e), enfants âgés de moins de 21 ans et enfants et autres proches dans des cas particuliers convenus entre les Parties, à la demande des Nations Unies ;

d) Le terme « experts en mission » désigne les personnes effectuant des missions pour le compte des Nations Unies, à la demande ou pour le compte du Bureau, comme mentionné à la section 22 de l'article VI de la Convention générale et dans les

annexes pertinentes de la Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées ;

e) Le terme « Convention générale » désigne la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 13 février 1946 et à laquelle le Danemark a adhéré le 10 juin 1948, sans réserve ;

f) Le terme « Gouvernement » désigne le Gouvernement du Danemark ;

g) Le terme « Chef du Bureau » désigne le ou la fonctionnaire qui dirige le Bureau concerné, ou son ou sa représentant(e) habilité(e) ;

h) Le terme « prestataires de services indépendants » désigne les personnes que les Nations Unies engagent pour fournir des services au Bureau et qui ne sont pas des fonctionnaires, d'autres membres du personnel des Nations Unies, des experts en mission, des Volontaires des Nations Unies, des stagiaires ou du personnel recruté localement et rémunéré à l'heure, comme mentionné à l'article 15 du présent Accord ;

i) Le terme « stagiaires » désigne les personnes que les Nations Unies ont admises à un programme de stages pour une durée déterminée en vue d'exécuter certaines fonctions pour le compte des Nations Unies, en complément d'un programme d'enseignement supérieur en cours ou récemment terminé ;

j) Le terme « Bureau » désigne le bureau, les locaux, les installations et les équipements mis à la disposition d'une entité des Nations Unies à Copenhague et de ses bureaux annexes pouvant être établis au Danemark, ou que cette unité et ces bureaux occupent, entretiennent ou utilisent, moyennant le consentement écrit du Gouvernement ;

k) Le terme « fonctionnaires » désigne tous les membres du personnel des Nations Unies affectés au Bureau, quelle que soit leur nationalité, à l'exception de ceux qui sont recrutés localement et rémunérés à l'heure ;

l) Le terme « autre personnel des Nations Unies » désigne les personnes affectées au Bureau (autres que les fonctionnaires, les experts en mission, les stagiaires, les Volontaires des Nations Unies, les prestataires de services indépendants et le personnel recruté localement et rémunéré à l'heure, comme mentionné à l'article 15 du présent Accord) que les Nations Unies engagent pour exécuter des fonctions officielles pour leur compte et sous leur supervision, en général au moyen des locaux et équipements du Bureau, en contrepartie de paiements périodiques (dont des montants couvrant le coût de leurs avantages sociaux correspondants si ceux-ci ne sont pas fournis par les Nations Unies), et qui, en vertu de leur mandat, sont tenues de se conformer aux normes et textes administratifs des Nations Unies applicables à leur conduite ;

m) Le terme « Parties » désigne les Nations Unies et le Danemark, collectivement ;

n) Le terme « Partie » désigne les Nations Unies ou le Danemark, individuellement ;

o) Le terme « locaux » désigne les bâtiments ou parties de ceux-ci qui sont occupés par le Bureau à titre permanent ou temporaire, comme mentionné à l'article 5 ;

p) Le terme « biens du Bureau » désigne tous les biens, y compris les fonds, revenus et autres avoirs appartenant au Bureau ou que celui-ci détient ou gère dans le cadre de ses fonctions ;

q) Le terme « représentants d'États » est réputé englober tous les délégués, délégués adjoints, conseillers, experts techniques et secrétaires des délégations des États Membres de l'Organisation des Nations Unies ainsi que les États observateurs auprès de l'Organisation ;

r) Le terme « Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées » désigne la Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées des Nations Unies adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 21 février 1947 et à laquelle le Danemark a adhéré le 25 janvier 1950, sans réserve ;

s) Le terme « télécommunications » désigne toute émission, transmission ou réception d'informations écrites ou verbales, d'images, de sons ou d'informations de toute nature par fil, radio, satellite, fibre optique ou tout autre moyen électronique ou électromagnétique.

t) Le terme « Volontaires des Nations Unies » désigne les personnes affectées au Bureau dans le cadre du programme des Volontaires des Nations Unies et qui sont soumises aux conditions d'emploi desdits Volontaires.

Article 2. Personnalité juridique

1. Le Bureau jouit de la personnalité juridique au Danemark. Il a la capacité :
   a) De conclure des contrats ;
   b) D'acquérir des biens meubles ou immeubles et d'en disposer ;
   c) D'ester en justice.
2. Aux fins du présent Accord, le Bureau est représenté par son ou sa chef.

Article 3. Entrée, déplacement et séjour au Danemark et sortie du pays

1. Toutes les personnes mentionnées ci-dessous ont le droit d'entrer, de circuler et de séjourner au Danemark ainsi que d'en sortir librement, et le Gouvernement ne saurait mettre obstacle à leur transit en provenance ou à destination du Bureau lors de leur arrivée au Danemark ou de leur départ du pays. Elles bénéficient de facilités pour leur permettre de voyager rapidement et d'être exemptées de toute exigence de formalités de visa de sortie au départ du Danemark. Les visas, permis d'entrée ou licences, le cas échéant, sont délivrés gratuitement et le plus rapidement possible. Aucune activité exercée par ces personnes dans le cadre de leurs fonctions officielles auprès des Nations Unies, ni leur nationalité, leur sexe, leur religion, leur affiliation professionnelle ou politique ne sauraient constituer un motif pour que le Gouvernement empêche leur entrée sur le territoire du Danemark ou leur départ de celui-ci, ou pour les sommer de le quitter :

a) Les représentants d'États résidant au Danemark ainsi que leurs personnes à charge ;

b) Les représentants d'États et les observateurs en provenance d'organisations intergouvernementales, non gouvernementales ou autres qui sont invités ou autorisés à participer à des conférences ou réunions que le Bureau organise au Danemark, y compris les représentants ou les observateurs, conseillers, experts et assistants suppléants ;

c) Les fonctionnaires, les autres membres du personnel des Nations Unies, les experts en mission, les Volontaires des Nations Unies et les stagiaires, ainsi que leurs personnes à charge ;

d) Les prestataires de services indépendants ;

e) Le personnel des institutions spécialisées ou apparentées des Nations Unies qui exerce des fonctions officielles liées au Bureau, ainsi que leurs personnes à charge ;

f) Toutes les personnes admises dans les locaux au titre d'une mission officielle pour le compte des Nations Unies.

2. Tous les représentants d'États, les fonctionnaires et autres membres du personnel des Nations Unies, les experts en mission, les Volontaires des Nations Unies, les stagiaires et les prestataires de services indépendants sont autorisés à rester au Danemark pendant la durée de leur mission auprès du Bureau. Le droit de rester est également accordé aux personnes à charge des représentants d'États ainsi qu'à celles des fonctionnaires, des autres membres du personnel des Nations unies, des experts en mission, des Volontaires des Nations Unies et des stagiaires affectés au Danemark. Le Gouvernement ne saurait refuser ce droit auxdites personnes en raison de leur nationalité, de leur sexe, de leur religion ou de leur affiliation professionnelle ou politique.

3. Le Gouvernement reconnaît et accepte le laissez-passer des Nations Unies délivré aux fonctionnaires en tant que document de voyage valable.

4. Conformément aux dispositions de la section 26 de la Convention générale et de la section 28 de la Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées, les autorités danoises reconnaissent et acceptent le certificat des Nations Unies délivré aux experts et aux autres personnes voyageant pour le compte des Nations Unies.

5. Sans préjudice des privilèges, immunités, facilités et courtoisies dont elle peut bénéficier au titre de la Convention générale ou de la Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées, selon le cas, aucune des personnes visées au paragraphe 1 du présent article ne peut être tenue de quitter le territoire danois à la demande du Gouvernement, sauf en cas de violation du droit de résidence et sous réserve de l'approbation préalable du ou de la Ministre des affaires étrangères du Danemark. Cette approbation n'est donnée qu'après consultation, le cas échéant, du ou de la Chef du Bureau ou, dans le cas des représentants d'États, après consultation du gouvernement de l'État concerné. Les personnes bénéficiant de privilèges et d'immunités diplomatiques ne sauraient être tenues de quitter le territoire danois, sauf en accord avec la procédure d'usage applicable aux membres de rang comparable des missions diplomatiques au Danemark.

6. Il est entendu que les personnes visées au paragraphe 1 du présent article ne sont pas exemptées de l'application raisonnable de la quarantaine ou d'autres règlements sanitaires.

Article 4. Inviolabilité du Bureau

1. Les locaux sont inviolables, et les biens et avoirs du Bureau, quels qu'en soient le lieu et le détenteur, sont exempts de perquisition, réquisition, confiscation, expropriation ou toute autre forme de contrainte exécutive, administrative, judiciaire ou législative.

2. Aucun(e) fonctionnaire du Danemark ni aucune personne exerçant une quelconque autorité publique dans le pays ne sauraient accéder aux locaux pour y exercer des fonctions officielles, sauf avec le consentement du ou de la Chef du Bureau et dans les conditions approuvées par celui-ci ou celle-ci. En cas d'incendie ou d'autre urgence nécessitant une action

rapide de protection, le consentement du ou de la Chef du Bureau à toute entrée nécessaire dans les locaux est présumé, s'il n'est pas possible de l'alerter à temps.

3. Les locaux peuvent être utilisés pour des réunions, séminaires, expositions et autres activités connexes organisés par les Nations Unies dans le cadre de leur mandat.

4. Sauf disposition contraire du présent Accord, de la Convention générale ou de la Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées, et sous réserve des règlements édictés en vertu du paragraphe 5 du présent article, la législation danoise s'applique au sein des locaux.

5. Les Nations Unies ont le droit d'édicter des règlements applicables au sein des locaux pour y créer les conditions nécessaires, à tous les égards, au plein exercice de leurs fonctions. Aucune loi du Danemark qui est incompatible avec un règlement du Bureau autorisé par le présent paragraphe ne saurait, dans la limite de cette incompatibilité, être applicable au sein des locaux. Tout différend quant à la question de savoir si un règlement est ou non autorisé par le présent paragraphe ou si une loi du Danemark est ou non incompatible avec un règlement autorisé par le présent paragraphe est réglé sans tarder selon la procédure prévue à l'article 25 du présent Accord.

6. Les actions judiciaires, notamment la signification des actes de procédure et la saisie de biens privés, ne sauraient avoir lieu au sein des locaux, sauf avec le consentement du ou de la Chef du Bureau et dans les conditions approuvées par celui-ci ou celle-ci.

7. Sans préjudice des dispositions du présent Accord, de la Convention générale ou de la Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées, selon le cas, le Bureau empêche que les locaux ne deviennent le refuge de personnes qui tentent d'échapper à une arrestation en vertu de la législation danoise, dont le Gouvernement a demandé l'extradition vers un autre pays ou qui cherchent à se dérober à la signification d'un acte de procédure.

8. Les archives du Bureau et, d'une manière générale, tous les documents qui lui appartiennent ou qu'il détient sont inviolables, quel qu'en soit le lieu.

9. Les dispositions du présent article ne sauraient empêcher l'application raisonnable des règlements danois en matière sanitaire ou de protection contre les incendies.

Article 5. Réunions et conférences

1. Tout bâtiment, autre que ceux comprenant les locaux, qui est utilisé pour des réunions, séminaires, formations, colloques, ateliers et activités similaires organisés par le Bureau fait temporairement partie des locaux et le présent Accord lui est applicable pour la durée de ces réunions, formations, colloques, ateliers et activités similaires organisés par le Bureau, à condition que les autorités danoises compétentes en soient préalablement notifiées par écrit dès que possible, mais au plus tard quatorze jours avant la tenue de la manifestation. Les autorités danoises peuvent exclure des lieux spécifiques des activités visées au présent article pour des raisons de sécurité ou d'autres circonstances particulières.

2. Les représentants d'États invités à des réunions, séminaires, formations, colloques, ateliers et activités similaires organisés par le Bureau et d'autres organisations apparentées jouissent, dans l'exercice de leurs fonctions, des privilèges et immunités prévus à l'article IV de la Convention générale et à l'article V de la Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées.

3. Le Gouvernement, conformément aux principes et pratiques des Nations Unies et au présent Accord, respecte la liberté d'expression de tous les participants aux réunions, séminaires,

formations, colloques, ateliers et activités similaires organisés par le Bureau et d'autres organisations apparentées, auxquels sont applicables la Convention générale et la Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées. Tous les participants aux réunions, séminaires, formations, colloques, ateliers et activités similaires organisés par le Bureau et d'autres organisations apparentées jouissent de l'immunité de juridiction pour leurs paroles et écrits ainsi que pour les actes qu'ils accomplissent dans l'exercice de leurs fonctions officielles liées à ces réunions, séminaires, formations, colloques, ateliers et activités similaires.

Article 6. Services publics

1. Les autorités danoises facilitent, à la demande du ou de la Chef du Bureau et dans des conditions non moins favorables que celles accordées par le Gouvernement à toute mission étrangère accréditée, l'accès aux services publics dont le Bureau a besoin, tels que, sans s'y limiter, les services d'utilité publique, d'électricité et de communication.

2. Lorsque les services publics visés au paragraphe 1 du présent article sont mis à la disposition du Bureau par les autorités danoises ou lorsque leurs prix sont sous leur contrôle, le tarif de ces services ne saurait dépasser les taux comparables les plus bas accordés aux missions étrangères accréditées.

3. En cas de force majeure entraînant une interruption partielle ou totale des services susmentionnés, les autorités danoises mettent tout en œuvre pour garantir le maintien des fonctions essentielles des Nations Unies.

Article 7. Facilités de communication

1. Pour toutes les communications officielles postales, téléphoniques, télégraphiques, téléphotographiques et électroniques, le Gouvernement accordera aux Nations Unies un traitement équivalent à celui accordé à tout autre gouvernement, y compris ses missions diplomatiques, en matière d'établissement et de fonctionnement, de priorités, de tarifs et de frais sur le courrier, les câbles, les télégrammes, les téléphotos, les appels téléphoniques et autres communications, y compris les communications électroniques, ainsi que des tarifs équivalents à ceux facturés pour les nouvelles rapportées à la presse et à la radio.

2. Le Gouvernement garantit l'inviolabilité de la correspondance officielle du Bureau et ne saurait appliquer aucune censure à cette correspondance. Cette inviolabilité s'étend, sans limitation du fait de cette énumération, aux images fixes ou animées et aux enregistrement vidéo et sonores expédiés au Bureau ou par celui-ci, ainsi qu'à toutes les communications de données électroniques et autres formes de communication.

3. Le Bureau a le droit d'utiliser des codes et d'expédier et de recevoir sa correspondance et d'autres matériels par courrier ou par valises qui ont les mêmes privilèges et immunités que le courrier et les valises diplomatiques.

4. Le Bureau est autorisé à établir et à exploiter, dans les locaux, des installations de communication électronique et de radio à haute fréquence et par satellite, y compris des circuits de télécommunications dédiés point à point, au gré des besoins, pour les communications avec d'autres bureaux des Nations Unies à travers le monde.

5. Avec l'accord du Gouvernement, tel qu'il peut être prévu dans un accord supplémentaire entre le Bureau et le Gouvernement, le Bureau peut également établir et exploiter dans les locaux :

a) Ses propres installations d'émission et de réception d'ondes courtes pour la radiodiffusion (y compris les équipements de liaison d'urgence) qui peuvent être utilisées sur les mêmes fréquences (dans les limites prescrites pour le service de radiodiffusion par la réglementation applicable) pour la radiographie, le radiotéléphone et les services similaires ;

b) Toute autre installation de radio pouvant être spécifiée au moyen d'un accord supplémentaire.

6. Sans préjudice des privilèges et immunités prévus au présent Accord, les Nations Unies prennent des dispositions pour l'exploitation des services visés au présent article avec l'Union internationale des télécommunications, les autorités danoises, qui doivent accorder une attention bienveillante aux demandes des Nations Unies, ou les organismes compétents des autres gouvernements concernés en ce qui concerne toutes les questions de fréquence et questions similaires.

7. Les installations prévues au présent article peuvent, dans la mesure nécessaire pour assurer un fonctionnement efficace, être établies et exploitées par les Nations Unies en dehors du Bureau ou des locaux moyennant le consentement du Gouvernement.

Article 8. Fonds, avoirs et autres biens

1. Le Bureau ainsi que ses fonds, avoirs et autres biens, quel qu'en soit le lieu ou le détenteur, jouissent d'une immunité de juridiction absolue, sauf dans la mesure où les Nations Unies ont expressément renoncé à leur immunité dans un cas particulier.

2. Il est toutefois entendu qu'aucune renonciation à l'immunité ne saurait s'étendre à une mesure d'exécution.

3. Sans être restreint par un quelconque contrôle, règlement ou moratoire financier, le Bureau :

a) Peut détenir et utiliser des fonds, des devises ou de l'or de toute nature, tenir et gérer des comptes dans la monnaie de son choix, et convertir les fonds qu'il détient en toute autre monnaie ;

b) Est libre de transférer ses fonds, l'or ou une monnaie d'un pays à l'autre ou sur le territoire d'un pays quelconque, aux Nations Unies ou à toute autre institution ;

c) Bénéficie du taux de change légal le plus favorable pour ses transactions financières.

Article 9. Exonération des impôts, droits et restrictions à l'importation ou à l'exportation

1. Aux fins de l'accomplissement de ses fonctions respectives, le Bureau ainsi que ses avoirs, fonds et autres biens jouissent :

a) De l'exonération de tous impôts directs et indirects, y compris les taxes sur la valeur ajoutée (« TVA »), étant toutefois entendu que le Bureau ne saurait demander à être exonéré des impôts qui en fait ne représentent que les taxes applicables aux services d'utilité publique qui sont assurés par le Gouvernement ou par une société réglementée par l'État et qui sont facturés à un taux fixe en fonction de leur ampleur et peuvent être identifiés et définis avec précision et dans le détail ;

b) De l'exonération des droits de douane, y compris la TVA à l'importation, et des droits d'accise, ainsi que des limitations et restrictions de toute nature à l'importation ou à l'exportation d'articles, d'équipements, de matériels ou de fournitures, dont les véhicules à moteur, importés ou exportés par les Nations unies, pour leur compte ou en leur nom, pour leur utilisation officielle ou dans le cadre de leurs activités officielles, étant entendu que les importations en franchise de taxes ou de droits ne peuvent être vendues au Danemark que dans des conditions approuvées par les autorités danoises. Le Gouvernement convient que ces articles, équipements, matériaux ou fournitures, qui transitent entre un point d'entrée au Danemark et le port franc dans le pays, ne sauraient être considérés comme des importations, et qu'aucun impôt n'est exigible sur ces marchandises ;

c) De l'exonération de toutes limitations et restrictions à l'importation ou à l'exportation de publications, d'images fixes ou animées, d'enregistrements vidéo ou magnétiques, de disques compacts, de disquettes et d'enregistrements sonores importés, exportés ou publiés par le Bureau.

2. Le Gouvernement reconnaît que les Nations unies peuvent effectuer des opérations d'achat, tels que, sans s'y limiter, l'acquisition, le transport, l'expédition, le stockage, la logistique, le conditionnement, l'étiquetage, les essais et autres opérations similaires (« opérations d'achat ») à partir ou à l'intérieur du Danemark, y compris ses ports aériens et maritimes, pour elles-mêmes et pour le compte de tiers, et que ces opérations d'achat peuvent être essentielles aux opérations mandatées par les Nations Unies à travers le monde. Le Gouvernement consent à prendre toutes les mesures juridiques, administratives et réglementaires nécessaires pour que les Nations Unies puissent effectuer ses opérations d'achat librement, rapidement et sans limitations ou restrictions, notamment en délivrant tous les permis nécessaires et en accordant tous les droits de passage.

Article 10. Représentants d'États

Les Représentants d'États auprès des organes principaux et subsidiaires des Nations Unies et aux manifestations organisées par les Nations Unies jouissent, durant l'exercice de leurs fonctions et au cours des voyages à destination ou en provenance du lieu de la manifestation, des privilèges, immunités, facilités et exemptions accordés aux agents diplomatiques en vertu du droit international, notamment l'article IV de la Convention générale et l'article V de la Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées.

Article 11. Fonctionnaires et autres membres du personnel des Nations Unies affectés au Bureau

1. Les fonctionnaires et autres membres du personnel des Nations Unies jouissent, sur le territoire et à l'égard du Danemark, des privilèges et immunités suivants :

a. L'immunité de juridiction pour leurs paroles et écrits ainsi que pour tous les actes qu'ils accomplissent en leur qualité officielle. Cette immunité est maintenue après la cessation de leurs fonctions auprès des Nations Unies ;

b. L'immunité d'inspection ou de saisie de leurs bagages officiels ;

c. L'exonération d'impôt sur les salaires et émoluments qui leur sont versés par les Nations Unies, y compris les intérêts courus sur les régimes de retraite des Nations Unies ;

d. L'exemption du service militaire et de toute obligation relative au service national ;

e. L'exemption, pour eux-mêmes et pour leurs personnes à charge, des dispositions limitant l'immigration et des formalités d'enregistrement des étrangers ;

f. L'exemption, pour eux-mêmes, à des fins officielles, de toute restriction quant à leurs déplacements sur le territoire danois, et une exemption similaire, à des fins récréatives, pour eux-mêmes et leurs personnes à charge, selon des modalités convenues entre le ou la Chef du Bureau et les autorités danoises ;

g. Les mêmes facilités que celles accordées aux membres de rang comparable des missions diplomatiques accréditées au Danemark, en ce qui concerne les devises, notamment les comptes de dépôt en monnaies étrangères ;

h. La même protection et les mêmes facilités de rapatriement, pour eux-mêmes, leurs personnes à charge et les autres membres de leur ménage, que celles accordées, en période de crises internationales, aux membres de rang comparable du personnel des chefs de missions diplomatiques accréditées au Danemark ;

i. Lorsqu'ils s'installent au Danemark à l'occasion de leur première prise de fonctions au Bureau, le droit d'importer en franchise de droits leur mobilier, leurs effets personnels et tous les appareils électroménagers destinés à leur usage personnel, à condition que ce droit soit exercé dans un délai d'un an suivant leur prise de fonctions au Danemark ;

j. Lorsqu'ils s'installent au Danemark à l'occasion de leur première prise de fonctions au Bureau, le droit d'importer ou d'acheter en franchise de TVA, de droits de douane et d'accise et de taxe d'immatriculation, un (1) véhicule à moteur destiné à leur usage personnel, à condition que ce droit soit exercé dans un délai d'un an suivant leur prise de fonctions au Danemark. Les droits de douane, la TVA et la taxe d'immatriculation du véhicule deviennent exigibles en cas de vente ou de cession de ce véhicule à une personne physique ou morale ne bénéficiant pas de cette exonération ;

k. Le droit, une fois tous les trois ans, après avoir pris leurs fonctions au Danemark, d'importer ou d'acheter un véhicule à moteur en franchise de droits de douane, de TVA et de taxe d'immatriculation. Les droits de douane, la TVA et la taxe d'immatriculation du véhicule deviennent exigibles en cas de vente ou de cession de ce véhicule à une personne physique ou morale ne bénéficiant pas de cette exonération ;

l. Le droit d'importer et d'exporter en franchise de droits de douane et d'accise des quantités limitées de certains articles destinés à leur consommation personnelle, tels que des produits alimentaires et des boissons ;

m. Le droit d'exporter leur mobilier et leurs effets personnels, y compris un véhicule à moteur, sans TVA ni droits de douane et d'accise, ni taxe d'immatriculation, lors de la cessation de leur emploi et de leur départ du Danemark.

2. Un fonctionnaire ou autre membre du personnel des Nations Unies ne peut à aucun moment posséder au Danemark plus d'un véhicule à moteur importé en franchise de droits de douane, de TVA et de taxe d'immatriculation.

3. Les fonctionnaires et autres membres du personnel des Nations Unies de la classe P-5 ou de rang supérieur ou appartenant à d'autres catégories supplémentaires désignées, comme convenu entre les Nations Unies et le Gouvernement, en raison des responsabilités liées à leurs fonctions, bénéficient pour eux-mêmes ou leurs personnes à charge, en sus des privilèges et immunités accordés au paragraphe 1 du présent article, des mêmes privilèges, immunités, exemptions et

facilités que ceux que le Gouvernement accorde aux membres des missions diplomatiques accréditées au Danemark.

4. Outre les privilèges, immunités, exemptions et facilités prévus au paragraphe précédent, le ou la chef du Bureau de la classe P-5 ou de rang supérieur bénéficie, pour lui-même ou elle-même ou pour ses personnes à charge, des privilèges, immunités, exemptions et facilités accordés aux ambassadeurs qui sont chefs de missions diplomatiques.

5. Le Ministère des affaires étrangères inscrit les noms des personnes visées aux paragraphes 3 et 4 du présent article sur la liste diplomatique.

6. Les fonctionnaires et autres membres du personnel des Nations Unies (à l'exception de ceux bénéficiant des privilèges et immunités prévus aux paragraphes 3 et 4 du présent article 11), qui ont ou peuvent choisir d'avoir un numéro matricule de l'état civil sur la base de leur enregistrement en tant que résident au Danemark (numéro matricule national de résidence), ne jouissent que des privilèges et immunités prévus dans la Convention générale, la Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées et le présent Accord, à l'exception des alinéas k) et l) du paragraphe 1 du présent article 11.

7. Les fonctionnaires et autres membres du personnel des Nations Unies qui ont ou peuvent choisir d'avoir un numéro matricule de l'état civil sur la base de leur enregistrement en tant que résident au Danemark (numéro matricule national de résidence) et qui bénéficient de privilèges et immunités en vertu du :

a) Paragraphe 3 du présent article 11 jouissent uniquement des privilèges et immunités prévus dans la Convention générale, la Convention relative aux institutions spécialisées et le présent Accord, dont les privilèges, immunités, exemptions et facilités spécifiés audit paragraphe 3, qui comprennent ceux que le Gouvernement accorde aux membres des missions diplomatiques accréditées auprès du Danemark, à l'exception de ce qui suit :

i. S'agissant des véhicules à moteur : l'alinéa k) du paragraphe 1 du présent article 11 et le droit d'importer ou d'acheter plus d'un véhicule à moteur lors de l'installation au Danemark ;

ii. S'agissant des taxes, impôts et droits de douane et d'accise : l'alinéa l) du paragraphe 1 du présent article 11 ; l'exonération de la TVA sur les achats de biens et services au Danemark, pour autant que ces achats soient effectués à des fins personnelles et non officielles ; ainsi que l'article 34 et l'alinéa b) du paragraphe 1 de l'article 36 de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques de 1961 ;

iii. Le paragraphe 4 de l'article 37 de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques de 1961.

b) Paragraphe 4 du présent article 11 jouissent uniquement des privilèges et immunités prévus dans la Convention générale, la Convention relative aux institutions spécialisées et le présent Accord, dont les privilèges, immunités, exemptions et facilités spécifiés audit paragraphe 4, qui comprennent ceux que le Gouvernement accorde aux ambassadeurs qui sont chefs de missions diplomatiques, à l'exception de ce qui suit :

i. S'agissant des véhicules à moteur : l'alinéa k) du paragraphe 1 du présent article 11 et le droit d'importer ou d'acheter plus d'un véhicule à moteur lors de l'installation au Danemark ;

ii. S'agissant des taxes, impôts et droits de douane et d'accise : l'alinéa l) du paragraphe 1 du présent article 11 ; l'exonération de la TVA sur les achats de biens et services au Danemark,

pour autant que ces achats soient effectués à des fins personnelles et non officielles ; ainsi que l'article 34 et l'alinéa b) du paragraphe 1 de l'article 36 de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques de 1961 ;

iii. Le paragraphe 4 de l'article 37 de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques de 1961.

Article 12. Experts en mission

Les experts en mission jouissent, sur le territoire et à l'égard du Danemark, des privilèges et immunités suivants, qui sont nécessaires à l'exercice indépendant de leurs fonctions pendant la durée de leurs missions, y compris pendant les voyages effectués au titre de celles-ci :

a) L'immunité d'arrestation ou de détention et d'inspection ou de saisie de leurs bagages personnels et officiels ;

b) L'immunité de toute juridiction pour leurs paroles ou écrits, ainsi que pour tous les actes qu'ils accomplissent dans l'exercice de leur mission. Cette immunité est maintenue même s'ils ne sont plus des experts en mission ;

c) L'inviolabilité de tous les papiers et documents ;

d) Le droit, aux fins de toutes leurs communications avec le Bureau, d'utiliser des codes et d'expédier ou de recevoir des documents ou de la correspondance par courrier ou par valises scellées ;

e) L'exemption des restrictions en matière d'immigration, des formalités d'enregistrement des étrangers et de toute obligation relative au service national ;

f) La même protection et les mêmes facilités de rapatriement que celles accordées, en période de crises internationales, aux membres de rang comparable du personnel des chefs de missions diplomatiques accréditées au Danemark ;

g) Les mêmes privilèges en ce qui concerne les réglementations monétaires ou de change que ceux accordés aux représentants de gouvernements étrangers en mission officielle temporaire.

Article 13. Volontaires des Nations Unies

Les Volontaires des Nations Unies affectés au Bureau jouissent des privilèges et immunités prévus aux articles V et VII de la Convention générale.

Article 14. Stagiaires

1. Les stagiaires bénéficient de l'immunité de juridiction pour leurs paroles et écrits ainsi que pour tous les actes qu'ils accomplissent en leur qualité officielle. Cette immunité est maintenue après la cessation de leur stage auprès des Nations Unies.

2. Les stagiaires sont exonérés d'impôt sur les sommes qui leur sont versées par les Nations Unies pour leur stage.

Article 15. Personnel recruté localement et rémunéré à l'heure

Le personnel recruté localement et rémunéré à l'heure est soumis aux termes et conditions d'engagement du personnel recruté localement, conformément aux règlements, règles et politiques de l'entité concernée des Nations Unies, et bénéficie de l'immunité de juridiction pour ses paroles et écrits ainsi que pour tous les actes qu'il accomplit en sa qualité officielle. Cette immunité est maintenue après la cessation de leurs fonctions auprès des Nations Unies.

Article 16. Prestataires de services indépendants

Les prestataires de services indépendants bénéficient de l'immunité de juridiction pour leurs paroles et écrits ainsi que pour tous les actes qu'ils accomplissent en leur qualité officielle. Cette immunité est maintenue après la cessation de leur affectation aux Nations Unies.

Article 17. Accès au marché du travail pour les personnes à charge

Les personnes à charge des fonctionnaires, des autres membres du personnel des Nations Unies, des experts en mission, des Volontaires des Nations Unies et des stagiaires, qui sont affectés au Danemark, ont accès au marché du travail danois et n'ont pas besoin de permis de travail.

Article 18. Notification

Conformément aux dispositions de la section 17 de l'article V de la Convention générale ou de la section 18 de l'article VI de la Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées, selon le cas, le Gouvernement est périodiquement informé des noms et catégories des fonctionnaires et, sur une base volontaire et sans préjudice des privilèges et immunités des Nations Unies, des autres membres du personnel des Nations Unies, des experts en mission, des Volontaires des Nations Unies, des stagiaires et des prestataires de services indépendants affectés au Bureau.

Article 19. Cartes d'identité

1. À la demande du ou de la chef du Bureau, le Gouvernement délivre au personnel du Bureau visé dans le présent Accord des cartes d'identité adéquates attestant leur statut au titre de l'Accord. Ces cartes permettent d'identifier les titulaires auprès de toutes les autorités danoises.

2. À la demande d'un agent autorisé des autorités danoises, les personnes visées au paragraphe 1 du présent article sont tenues de présenter, mais non de remettre, leur carte d'identité.

3. En cas de cessation d'emploi ou de transfert, le Bureau veille à ce que toutes les cartes délivrées en vertu du paragraphe 1 du présent article soient restituées sans délai au Gouvernement.

Article 20. Coopération avec les autorités danoises

1. Sans préjudice de leurs privilèges et immunités, il est du devoir de toutes les personnes bénéficiant de ces privilèges et immunités de respecter les lois et règlements du Danemark. Elles sont également tenues de ne pas s'immiscer dans les affaires intérieures du pays.

2. Le Bureau coopère en tout temps de façon active et transparente avec les autorités danoises en vue de faciliter la bonne administration de la justice, d'assurer le respect des règlements de police ainsi que des lois et règlements du Danemark et d'éviter tout abus auquel pourraient donner lieu les privilèges, immunités, facilités et courtoisies octroyés par le présent Accord.

3. Si le Gouvernement estime qu'il y a eu abus des privilèges ou immunités octroyés par la Convention générale, la Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées ou le présent Accord, des consultations sont tenues entre les autorités danoises et le ou la chef du Bureau en vue de déterminer si un tel abus s'est produit et, dans l'affirmative, d'essayer d'en prévenir la répétition.

Article 21. Renonciation à l'immunité

Les privilèges et immunités accordés aux personnes physiques au titre de la Convention générale, de la Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées ou du présent Accord le sont dans l'intérêt des Nations Unies et non pour l'avantage personnel des personnes concernées. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et/ou le ou la chef d'une institution spécialisée ou d'un organisme apparenté des Nations Unies peuvent et doivent lever l'immunité de toute personne visée aux articles 11 à 16 du présent Accord dans les cas où, à leur avis, cette immunité empêche que justice soit faite et où elle peut être levée sans porter préjudice aux intérêts de l'Organisation.

Article 22. Sécurité

1. Le Gouvernement assure au Bureau et à son personnel, sur tout le territoire danois, la sécurité nécessaire à l'exercice efficace de leurs fonctions. À cette fin, les autorités danoises compétentes assurent la sécurité et la protection des locaux et du personnel du Bureau et font preuve de diligence pour que la tranquillité et l'utilisation pleine et effective des locaux ne soient pas troublées ou perturbées de quelque manière que ce soit, notamment par l'intrusion non autorisée de personnes ou de groupes de personnes externes.

2. Sur demande du ou de la chef du Bureau, les autorités danoises compétentes fournissent l'assistance nécessaire au maintien de l'ordre public dans les locaux et à l'expulsion des personnes dont la présence n'est pas autorisée.

3. Les Nations Unies doivent, pour la préparation de leurs règlements et procédures de sécurité, consulter les autorités danoises en vue d'assurer les fonctions de sécurité de la façon la plus productive et efficace.

Article 23. Drapeaux et emblèmes

Le Bureau peut déployer ses drapeaux ou placer ses emblèmes dans les locaux, sur ses véhicules officiels et de toute autre manière convenue par les Parties.

Article 24. Sécurité sociale

1. Les Nations Unies et le Gouvernement conviennent que les Nations Unies et toutes les personnes visées au présent Accord, quelle que soit leur nationalité, sont exemptées de l'application de la législation danoise relative à la couverture obligatoire et aux cotisations obligatoires aux régimes de sécurité sociale du Danemark pendant la durée de leur affectation aux Nations Unies.

2. Les Nations Unies et le Gouvernement conviennent que les personnes visées au présent Accord ne bénéficient pas de la couverture des régimes danois de sécurité sociale, sauf disposition contraire de la législation danoise.

Article 25. Règlement des différends

1. Les Nations Unies prévoient des modes de règlement appropriés pour :
   a) Les différends d'origine contractuelle et autres différends de droit privé auxquels elles sont parties ;
   b) Les différends mettant en cause toute personne visée au présent Accord, à l'exception du paragraphe 2 de l'article 5 et de l'article 10 (Représentants d'États), qui bénéficie de l'immunité en vertu de l'Accord, si celle-ci n'a pas été levée.

2. Tout différend entre les Parties concernant l'interprétation ou l'application du présent Accord, qui n'est pas réglé par voie de négociation ou par tout autre mode de règlement convenu, est soumis pour décision finale, à la demande d'une Partie, à un tribunal composé de trois arbitres, dont l'un est choisi par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et/ou le ou la chef de l'institution spécialisée ou de l'organisme apparenté des Nations Unies, selon le cas, un autre par le Gouvernement, et le troisième, qui assume la présidence du tribunal, par les deux premiers arbitres. Si les deux premiers arbitres ne parviennent pas à s'entendre sur la désignation du troisième arbitre dans les trois mois suivant leur nomination, ledit troisième arbitre est nommé par le président de la Cour internationale de Justice, à la demande du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et/ou du ou de la chef de l'institution spécialisée, selon le cas, ou du Gouvernement. Le tribunal d'arbitrage arrête sa propre procédure. Les arbitres se prononcent à la majorité des voix. La sentence arbitrale contient un exposé des motifs, et doit être acceptée par les Parties en tant que règlement définitif du différend. Les frais de l'arbitrage sont à la charge des Parties, tels qu'ils ont été évalués par les arbitres.

Article 26. Accords supplémentaires

Les Parties peuvent conclure un ou plusieurs accords supplémentaires s'ils le jugent souhaitable pour l'application du présent Accord.

Article 27. Dispositions transitoires

Les Nations Unies et le Gouvernement du Danemark peuvent convenir de dispositions transitoires appropriées.

Article 28. Dispositions générales

1. Il est entendu que, si le Gouvernement conclut avec une organisation internationale un accord qui octroie un traitement plus favorable que celui accordé aux Nations Unies dans le présent Accord, les Nations Unies ont le droit de demander qu'un traitement similaire leur soit accordé.

2. Les dispositions du présent Accord sont réputées compléter celles de la Convention générale et de la Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées, selon le cas. Lorsqu'une disposition du présent Accord et une disposition de la Convention générale et/ou de la Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées traitent du même sujet, les deux dispositions sont considérées comme complémentaires dans la mesure du possible.

3. Des consultations sur les modifications du présent Accord ou de tout accord supplémentaire sont tenues à la demande de l'une des Parties, et ces modifications sont consignées par écrit d'un commun accord.

4. Le Gouvernement convient de consulter les Nations Unies, sur demande et sans délai, sur toute question qui n'est pas spécifiquement prévue au présent Accord en vue de trouver une solution mutuellement acceptable.

5. Le présent Accord prend effet à la date de sa signature par les Parties et reste en vigueur jusqu'à ce qu'il soit dénoncé conformément au paragraphe 8 du présent article.

6. Le présent Accord s'applique aux autres Bureaux, notamment les institutions spécialisées et les organismes apparentés des Nations Unies, qui ont convenu, par échange de lettres avec le Danemark, d'être soumis mutatis mutandis à l'Accord et de mettre fin à tout accord de pays hôte existant qu'ils ont conclu avec le Danemark, et ce avec prise d'effet à la date de signature desdites lettres.

7. Si un bureau cesse ses opérations au Danemark, le présent Accord cesse de s'appliquer à ce bureau dès que les Nations Unies ont notifié sa fermeture au Gouvernement.

8. Le présent Accord peut être dénoncé par l'une ou l'autre des Parties par voie de notification écrite adressée à l'autre Partie, et prend fin six mois après la réception de cette notification. Nonobstant pareille notification de dénonciation, l'Accord reste en vigueur jusqu'à la clôture des opérations des Bureaux, la liquidation, la cession ou l'expatriation de leurs avoirs, le règlement de toutes les questions en suspens relatives à la mise en œuvre de l'Accord et le règlement de tout différend entre les Parties relatif à celui-ci.

9. Les accords suivants, signés précédemment entre le Danemark et les Nations Unies, sont dénoncés à l'entrée en vigueur du présent Accord :

a) Accord entre l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement du Danemark relatif au siège du Centre de fournitures intégré du Fonds des Nations Unies pour l'enfance à Copenhague du 12 avril 1983

b) Accord entre le Gouvernement du Danemark et le Programme des Nations Unies pour le développement relatif au siège du Groupe des services d'achats interorganisations à Copenhague du 25 janvier 1989

c) Accord entre le Gouvernement du Danemark et le Programme alimentaire mondial des Nations Unies concernant le Bureau de liaison nordique du Programme alimentaire mondial à Copenhague du 8 décembre 2000

d) Accord entre le Bureau nordique du Fonds des Nations Unies pour la population à Copenhague et le Gouvernement du Danemark du 18 septembre 2003

e) Accord entre l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement du Danemark concernant le Siège et autres bureaux à Copenhague du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets à Copenhague du 13 décembre 2007

f) Accord entre l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation de la femme et le Gouvernement du Danemark concernant le Bureau à Copenhague de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation de la femme du 23 avril 2013

g) Accord entre l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement du Danemark concernant le Bureau du Programme des Nations Unies pour l'environnement à Copenhague du 20 mai 2013

h) Accord entre le Bureau du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et le Gouvernement du Danemark relatif au Bureau du HCR au Danemark du 23 septembre 2014

FAIT à New York le 22 septembre 2022, en double exemplaire en langue anglaise.

Pour le Royaume du Danemark :

FLEMMING MOLLER MORTENSEN

Ministre de la coopération pour le développement

Pour l'Organisation des Nations Unies :

AMINA J. MOHAMMED

Vice-Secrétaire générale

En présence du : Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)

En présence du : Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)

En présence de : l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation de la femme (ONU-Femmes)

En présence du : Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)

En présence du : Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR)

En présence du : Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS)

En présence du : Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP)

En présence du : Programme alimentaire mondial (PAM)

[TEXT IN ENGLISH – TEXTE EN ANGLAIS]

AGREEMENT BETWEEN THE KINGDOM OF DENMARK AND THE UNITED NATIONS CONCERNING THE STATUS OF THE OFFICES OF THE UNITED NATIONS IN THE KINGDOM OF DENMARK

This Agreement is entered into between the Kingdom of Denmark and the United Nations in order to set out the status and operations of the United Nations in the Kingdom of Denmark ("Denmark" or the "Host Country");

CONSIDERING that the United Nations has accepted the offer of Denmark to host entities of the United Nations including its Funds, Programmes, other subsidiary organs and other organizations of the United Nations system (collectively the "United Nations") and to provide expanded facilities in the UN City Copenhagen further to the Agreement of 20 May 1997 between the Government of Denmark and the United Nations related to the occupancy and use of premises by United Nations Offices in Copenhagen, Denmark, including but not limited to, rent free premises on an indefinite basis;

CONSIDERING that the status, privileges and immunities of the United Nations are governed by the Convention on the Privileges and Immunities of the United Nations and the Convention on the Privileges and Immunities of the Specialized Agencies as applicable, adopted respectively by the General Assembly of the United Nations on 13 February 1946 and 21 November 1947, and to which Denmark acceded respectively on 10 June 1948 and 25 January 1950 without reservation;

DESIRING to ensure that the various entities of the United Nations in Denmark are operating under the same legal framework;

NOTING that the purpose of this Agreement is to ensure the privileges and immunities necessary for the United Nations to fulfil its mandate;

NOW THEREFORE Denmark and the United Nations have agreed as follows:

ARTICLE 1
Definitions

For the purposes of this Agreement:

(a) "Archives" means all records, correspondence, documents, publications, manuscripts, photographs, films, recordings, computer data files and software belonging to or held by the United Nations wherever located, in furtherance of its functions;

(b) "Danish Authorities" means authorities under the laws and regulations of the Kingdom of Denmark;

(c) "Dependent Family Members" means the following persons forming part of the household in Denmark: a spouse, civil or cohabiting partner, children under 21 years of age, and children and other relatives in special circumstances agreed between the Parties upon the request of the United Nations;

(d) "Experts on Mission" means persons performing missions for the United Nations at the request or on behalf of the Office, as referenced in the General Convention Article VI, section 22 and the relevant annexes of the Specialized Agencies Convention;

(e) "General Convention" means the Convention on the Privileges and Immunities of the United Nations, adopted by the General Assembly of the United Nations on 13 February 1946, to which Denmark acceded on 10 June 1948, without reservation;

(f) "Government" means the Government of Denmark;

(g) "Head of the Office" means the Official who is in charge of the relevant Office, or his or her authorized representative;

(h) "Individual Service Providers" means individuals engaged by the United Nations to provide services to the Office, who are not Officials, Other United Nations Personnel, Experts on Mission, United Nations Volunteers, Interns, or locally recruited personnel assigned to hourly rates as referenced in Article 15 of this Agreement;

(i) "Interns" means individuals who have been accepted by the United Nations into a United Nations internship programme for a limited period of time, for the purpose of performing certain functions for the United Nations, supplementing a current or recently finalized higher education programme;

(j) "Office" means the office, premises, installations and facilities made available to or occupied, maintained or used by any United Nations entity in Copenhagen and any sub-offices, which may be established in Denmark, with the written consent of the Government;

(k) "Officials" means all United Nations staff members assigned to the Office irrespective of their nationality, with the exception of those who are both locally recruited and paid hourly rates;

(l) "Other United Nations Personnel" means persons assigned to the Office (other than Officials, Experts on Mission, Interns, United Nations Volunteers, Individual Service Providers and locally recruited personnel assigned to hourly rates as referenced in Article 15 of this Agreement) and engaged by the United Nations to perform official functions for the United Nations, under its supervision, in general using the Premises and equipment of the Office, for periodic payments (including amounts towards their costs of relevant social benefits if such benefits are not provided by the United Nations), and, by virtue of their terms of engagement, are required to comply with United Nations administrative issuances and standards applicable to their conduct;

(m) "Parties" means the United Nations and Denmark, collectively;

(n) "Party" means the United Nations or Denmark, individually;

(o) "Premises" means the buildings or parts thereof occupied permanently or temporarily by the Office as further described in Article 5;

(p) "Property of the Office" means all property, including funds, income and other assets belonging to the Office or held or administered by it in furtherance of its functions;

(q) "Representatives of States" shall be deemed to include all delegates, deputy delegates, advisers, technical experts and secretaries of delegations of Member States of the United Nations and observer States to the United Nations;

(r) "Specialized Agencies Convention" means the Convention on the Specialized Agencies of the United Nations, adopted by the General Assembly of the United Nations on 21 February 1947, to which Denmark acceded on 25 January 1950, without reservation;

(s) "Telecommunications" means any emission, transmission or reception of written or verbal information, images, sound or information of any nature by wire, radio, satellite, optical, fibre or any other electronic or electromagnetic means;

(t) "United Nations Volunteers" means persons assigned to the Office as part of the United Nations Volunteers programme and who are subject to the Conditions of Service for United Nations Volunteers.

ARTICLE 2
Juridical Personality

1. The Office shall possess juridical personality in Denmark. It shall have the capacity to:

(a) Contract;

(b) Acquire and dispose of immovable and movable property;

(c) Institute legal proceedings.

2. For the purposes of this agreement, the Office shall be represented by the Head of the Office.

ARTICLE 3
Entry into, Exit from, Movement and Sojourn within Denmark

1. All persons listed below shall have the right of unimpeded entry into, exit from and free movement and sojourn within Denmark and the Government shall not impede their transit to or from the Office upon their arrival in or departure from Denmark. They shall be granted facilities for speedy travel and exemption from any requirements of exit visa formalities upon departure from Denmark. Visas, entry permits or licenses, where required, shall be granted without charge and as promptly as possible. No activity performed by such persons in their official capacity with respect to the United Nations nor their nationality, gender, religion, professional or political affiliation shall constitute a reason for the Government to prevent their entry into or departure from the territory of Denmark or for requiring them to leave such territory:

(a) Representatives of States residing in Denmark as well as dependent members of their families;

(b) Representatives of States and observers from intergovernmental, non-governmental and other organizations invited or entitled to participate in conferences or meetings convened in Denmark by the Office, including alternate representatives, or observers, advisers, experts and assistants;

(c) Officials, Other United Nations Personnel, Experts on Mission, United Nations Volunteers and Interns, as well as their Dependent Family Members;

(d) Individual Service Providers;

(e) Personnel of the United Nations specialized or related agencies who have official duties related to the Office, as well as their Dependent Family Members;

(f) All persons invited to the Premises on official business of the United Nations.

2. All Representatives of States, Officials and Other United Nations Personnel, Experts on Mission, United Nations Volunteers, Interns and Individual Service Providers shall be allowed to remain in Denmark for the duration of their engagement with the Office. The right to remain shall also be granted to the dependent members of the families of the Representatives of States and Dependent Family Members of Officials, Other United Nations Personnel, Experts on Mission, United Nations Volunteers and Interns posted to Denmark. The Government shall not deny such persons this right on the basis of their nationality, gender, religion, or professional or political affiliation.

3. The Government shall recognize and accept the United Nations laissez-passer issued to Officials as a valid travel document.

4. In accordance with the provisions of Section 26 of the General Convention and Section 28 of the Specialized Agencies Convention, the Danish Authorities shall recognize and accept the United Nations certificate issued to experts and other persons travelling on the business of the United Nations.

5. Without prejudice to the privileges, immunities, facilities and courtesies which they may enjoy under the General Convention or Specialized Agencies Convention as applicable, no person referred to in paragraph 1 of this Article may be required by the Government to leave Danish territory except in the event of an abuse of the right of residence and subject to prior approval of the Minister for Foreign Affairs of Denmark. Such approval shall be given only after consultation, as the case may be, with the Head of the Office or in the case of Representatives of States, after consultation with the Government of the State concerned. Persons entitled to diplomatic privileges and immunities shall not be required to leave Danish territory except in accordance with the customary procedure applicable to members, having comparable rank, of diplomatic missions in Denmark.

6. It is understood that persons referred to in paragraph 1 of this Article shall not be exempt from the reasonable application of quarantine or other health regulations.

ARTICLE 4
Inviolability of the Office

1. The Premises shall be inviolable and the Office's property and assets, wherever located and by whomsoever held, shall be immune from search, requisition, confiscation, expropriation and any other form of interference, whether by executive, administrative, judicial or legislative action.

2. No official of Denmark or person exercising any public authority within Denmark, shall enter the Premises to perform any official duties therein except with the consent of, and under the conditions approved by, the Head of the Office. In case of a fire or other emergency requiring prompt protection action, the consent of the Head of the Office to any necessary entry into the Premises shall be presumed if he or she cannot be reached in time.

3. The Premises can be used for meetings, seminars, exhibitions and other related purposes, which are organized by the United Nations within its mandate.

4. Except as otherwise provided in this Agreement or in the General Convention or Specialized Agencies Convention as applicable, and subject to any regulation enacted under paragraph 5 of this Article, the laws of Denmark shall apply within the Premises.

5. The United Nations shall have the power to make regulations, operative within the Premises for the purpose of establishing therein conditions in all respects necessary for the full execution of its functions. No law of Denmark which is inconsistent with a regulation of the Office authorized by this paragraph shall, to the extent of such inconsistency, be enforceable within the Premises. Any dispute as to whether a regulation is authorized by this section or as to whether a law of Denmark is inconsistent with any regulation authorized by this paragraph, shall promptly be settled by the procedure set out in Article 25 of this Agreement.

6. Judicial actions, including service of legal process and seizure of private property, shall not take place within the Premises, except with the consent of, and under conditions approved by, the Head of the Office.

7. Without prejudice to the provisions of this Agreement or the General Convention or Specialized Agencies Convention as applicable, the Office shall prevent the Premises from being used as a refuge by persons who are avoiding arrest under any law of Denmark, who are required by the Government for extradition to another country, or who are endeavouring to avoid service of legal process.

8. The Archives of the Office, and in general all documents and materials belonging to it or held by it, shall be inviolable wherever located.

9. The provisions of this Article shall not prevent the reasonable application of fire protection or sanitary regulations of Denmark.

ARTICLE 5
Meetings and Conferences

1. Any building other than those comprising the Premises used for meetings, seminars, training courses, symposiums, workshops and similar activities organized by the Office shall be temporarily included in the Premises and shall be deemed to be covered by this Agreement for the duration of such meetings, training courses, symposiums, workshops and similar activities organized by the Office provided that prior written notice is given to the relevant Danish Authorities as soon as possible but no later than 14 days in advance of the event. The Danish Authorities may exclude specific locations from activities referred to in this Article due to security or other special circumstances.

2. Representatives of States invited to meetings, seminars, training courses, symposiums, workshops and similar activities organized by the Office and other related organizations shall, while exercising their functions, enjoy the privileges and immunities as set out in Article IV of the General Convention and Article V of the Specialized Agencies Convention.

3. The Government, in accordance with relevant United Nations principles and practices and the present Agreement, shall respect the freedom of expression of all participants of meetings, seminars, training courses, symposiums, workshops and similar activities organized by the Office and other related organizations, to which the General Convention or the Specialized Agencies Convention shall be applicable. All persons participating in meetings, seminars, training courses, symposiums, workshops and similar activities organized by the Office and other related organizations shall be immune from legal process in

respect of words spoken or written and acts performed by them in their official capacities in connection with such meetings, seminars, training courses, symposiums, workshops and similar activities.

ARTICLE 6
Public Services

1. The Danish Authorities shall facilitate, upon request of the Head of the Office and under terms and conditions not less favourable than those accorded by the Government to any accredited foreign mission, access to the public services needed by the Office such as, but not limited to, utility, power and communications services.

2. In cases where public services referred to in paragraph 1 of this Article are made available to the Office by the Danish Authorities or where the prices thereof are under their control, the rate for such services shall not exceed the lowest comparable rates accorded to accredited foreign missions.

3. In case of force majeure resulting in a complete or partial disruption of the above-mentioned services, the Danish Authorities shall make their best efforts to ensure that the critical functions of the United Nations are maintained.

ARTICLE 7
Communications Facilities

1. For all official postal, telephone, telegraph, telephoto and electronic communications, the Government shall accord to the United Nations a treatment equivalent to that accorded to any other government, including its diplomatic missions in matters of establishment and operation, priorities, tariffs and charges on mail, cables, telegrams, radiograms, telephotos, telephone calls and other communications, including electronic communications, as well as such rates for news reported to the press and radio as may be accorded.

2. The Government shall secure the inviolability of the official correspondence of the Office and shall not apply any censorship to such correspondence. Such inviolability shall extend, without limitation by reason of this enumeration to publications, still and moving pictures, films and sound recording dispatched to or by the Office, as well as to any electronic data communications and other forms of communications.

3. The Office shall have the right to use codes and to dispatch and receive its correspondence and other materials by courier or in bags, which shall have the same privileges and immunities as diplomatic couriers and bags.

4. The Office shall be authorized to establish and operate at the Premises electronic, high frequency radio and satellite communications including point-to-point dedicated telecommunications circuits as and when needed for the purpose of communications with other offices of the United Nations all over the world.

5. With the agreement of the Government as may be included in a supplementary agreement between the Office and the Government, the Office may also establish and operate at the Premises:

(a) Its own short-wave sending and receiving radio broadcasting facilities (including emergency link equipment) which may be used on the same frequencies (within the tolerances prescribed for the broadcasting service by applicable regulations) radiograph, radiotelephone and similar services;

(b) Such other radio facilities as may be specified by supplementary agreement.

6. Without prejudice to the privileges and immunities provided for under this Agreement, the United Nations shall make arrangements for the operation of the services referred to in this Article with the International Telecommunication Union, the Danish Authorities, which shall give favourable consideration to such requests from the United Nations, or the appropriate agencies of other affected Governments with regard to all frequencies and similar matters.

7. The facilities provided for in this Article may, to the extent necessary for efficient operations, be established and operated by the United Nations outside the Office or the Premises with the consent of the Government.

ARTICLE 8
Funds, Assets and Other Property

1. The Office, its funds, assets and other property, wherever located and by whomsoever held, shall enjoy immunity from every form of legal process except in so far as in any particular case the United Nations has expressly waived its immunity. It is understood, however, that no waiver of immunity shall extend to any measure of execution.

2. Without being restricted by financial controls, regulations or moratoria of any kind, the Office:

(a) May hold and use funds, currency or gold of any kind and maintain and operate accounts in any currency and convert any currency held by it into any other currency;

(b) Shall be free to transfer its funds, gold or currency from one country to another country or within any country, to the United Nations or any other agency;

(c) Shall enjoy the most favourable, legally available rate of exchange for its financial transactions.

ARTICLE 9
Exemption from Taxation, Duties, Import and Export Restrictions

1. For the fulfilment of its respective functions, the Office, including its assets, funds and other property shall enjoy:

(a) Exemption from all direct and indirect taxes, including Value Added Taxes ("VAT"), it being understood, however, that the Office shall not request exemption from taxes which are in fact no more than charges for public utility services rendered by the Government or by a corporation under government regulation, at a fixed rate according to the amount of services rendered and which can be specifically identified, described and itemized;

(b) Exemption from customs duties, including import VAT, and excise duties, as well as from limitations and restrictions of any kind on the import or export of any articles, equipment, materials or supplies, including motor vehicles, imported or exported by, for, or on behalf of the United Nations for its official use or in connection with its official activities, it being understood that tax or duty free imports cannot be sold in Denmark except under conditions agreed to by the Danish Authorities. The Government agrees that any such articles, equipment, materials or supplies, which are transiting from a point of entry into Denmark to the Freeport in Denmark, shall not be considered as imports, and no taxes are payable on such goods;

(c) Exemption from all limitations and restrictions on the import or export of publications, still and moving pictures, films, compact discs, tapes, diskettes and sound recordings imported, exported or published by the Office.

2. The Government recognizes that the United Nations may conduct procurement operations, including but not limited to purchasing, transportation, shipment, storage, logistics, packaging, labelling, testing and similar operations ("Procurement Operations") from or within Denmark, including its air and seaports, for itself and on behalf of others, and that such Procurement Operations may be critical for the mandated operations of the United Nations worldwide. The Government agrees to take all necessary legal, administrative and regulatory actions to ensure that the United Nations is able to conduct its procurement operations freely, expeditiously, and without limitations or restrictions, including by issuing all necessary permits, and granting all rights of way.

ARTICLE 10
Representatives of States

Representatives of States to the principal and subsidiary organs of the United Nations and to events convened by the United Nations, shall, while exercising their functions and during the journey to and from the place of such event, enjoy the privileges, immunities, facilities and exemptions accorded to diplomatic agents under international law, including Article IV of the General Convention and Article V of the Specialized Agencies Convention.

ARTICLE 11
Officials and Other United Nations Personnel of the Office

1. Officials and Other United Nations Personnel shall enjoy, within and with respect to Denmark, the following privileges and immunities:

(a) Immunity from legal process in respect of words spoken and written and all acts performed by them in their official capacity. Such immunity shall continue to be accorded after termination of employment with the United Nations;

(b) Immunity from inspection or seizure of their official baggage;

(c) Exemption from taxation on the salaries and emoluments paid to them by the United Nations, including on accrued interest on United Nations pension schemes;

(d) Exemption from military and national service obligations;

(e) Exemption, for themselves and for their Dependent Family Members, from immigrations restrictions and alien registration;

(f) Exemption, for themselves for the purpose of official business, from any restriction on movement and travel inside Danish territory and a similar exemption for themselves and for their Dependent Family Members for recreation in accordance with arrangements agreed upon between the Head of the Office and the Danish Authorities;

(g) In regard to foreign exchange, including holding accounts in foreign currencies, enjoyment of the same facilities as are accorded to members of comparable rank of diplomatic missions accredited to Denmark;

(h) The same protection and repatriation facilities with respect to themselves, their Dependent Family Members and other members of their household as are accorded in time of international crises to members having comparable rank, of the staffs of heads of diplomatic missions accredited to Denmark;

(i) When relocating to Denmark in connection with first taking up their post in the Office, the right to import their furniture, personal effects and all household appliances, intended for personal use free of duty, provided that such right shall be exercised within one year from taking up their post in Denmark;

(j) When relocating to Denmark in connection with first taking up their post in the Office, the right to import or purchase one (1) motor vehicle intended for personal use free of VAT, customs and excise duties, and vehicle registration tax, provided that such right shall be exercised within one year of taking up their post in Denmark. Customs duties, VAT and vehicle registration tax will become payable in the event of the sale or disposal of such motor vehicle to an individual or legal person not entitled to this exemption;

(k) The right, once every three (3) years, after having taken up their post in Denmark to import or purchase one (1) motor vehicle free of customs duties, VAT and vehicle registration tax. Customs duties, VAT and vehicle registration tax will become payable in the event of the sale or disposal of such motor vehicle to an individual or legal person not entitled to this exemption;

(l) The right to import and export free of customs and excise duties, limited quantities of certain articles for personal consumption, e.g. food products and beverages;

(m) The right to export their furniture and personal effects, including a motor vehicle, without VAT and customs and excise duties, and vehicle registration tax, on the termination of their employment and departure from Denmark.

2. At any point in time an Official or Other United Nations Personnel may not own more than one (1) motor vehicle in Denmark free of customs duties, VAT and vehicle registration tax.

3. Officials and Other United Nations Personnel at the professional grade of P.5 and above, and such additional categories of Officials as may be designated, in agreement between the United Nations and the Government, on the grounds of the responsibilities of their positions, shall, in addition to the privileges and immunities accorded in paragraph 1 of this Article, be accorded in respect of himself or herself, or his or her Dependent Family Members, the same privileges and immunities, exemptions and facilities, as the Government accords to members of diplomatic missions accredited in Denmark.

4. In addition to the privileges and immunities, exemptions and facilities specified in the foregoing paragraph, the Head of the Office at the professional grade of P.5 and above, shall be accorded in respect of himself or herself, or his or her Dependent Family Members, the privileges and immunities, exemptions and facilities accorded to ambassadors, who are heads of diplomatic missions.

5. The Ministry of Foreign Affairs of Denmark shall include the names of the individuals referred to in paragraphs 3 and 4 of this Article in the Diplomatic List.

6. Officials and Other United Nations Personnel (except for those accorded privileges and immunities under paragraphs 3 and 4 of this Article 11), who have, or may elect to have, a Civil Registration Number based on their registration as a resident in Denmark (residence CPR-number), shall enjoy only the privileges and immunities in the General Convention, the Specialized Agencies Convention, and this Agreement with the exception of paragraphs 1(k) and 1(l) of this Article 11.

7. Officials and Other United Nations Personnel who have, or may elect to have, a Civil Registration based on their registration as a resident in Denmark (residence CPR-number) and are accorded privileges and immunities under:

(a) paragraph 3 of this Article 11, shall enjoy only the privileges and immunities in the General Convention, the Specialized Agencies Convention, and this Agreement, including the privileges, immunities, exemptions and facilities specified in such paragraph 3, which are inclusive of those accorded by the Government to members of diplomatic missions accredited to Denmark, with the exception of:

i. in relation to motor vehicles: paragraph 1(k) of this Article 11 and the right to import/purchase more than one (1) motor vehicle when relocating to Denmark;

ii. in relation to dues, taxes and customs and excise duties: paragraph 1(l) of this Article 11; exemption from VAT on purchases of goods and services in Denmark in so far as such purchases are for personal and not official purposes; and Articles 34 and 36(1)(b) of the 1961 Vienna Convention on Diplomatic Relations; and

iii. Article 37(4) of the 1961 Vienna Convention on Diplomatic Relations.

(b) paragraph 4 of this Article 11, shall enjoy only the privileges and immunities in the General Convention, the Specialized Agencies Convention, and this Agreement, including the privileges, immunities, exemptions and facilities specified in such paragraph 4, which are inclusive of those accorded by the Government to ambassadors who are heads of diplomatic missions, with the exception of:

i. in relation to motor vehicles: paragraph 1(k) of this Article 11 and the right to import/purchase more than one (1) motor vehicle when relocating to Denmark;

ii. in relation to dues, taxes and customs and excise duties: paragraph 1(l) of this Article 11, exemption from VAT on purchases of goods and services in Denmark in so far as such purchases are for personal and not official purposes; and Articles 34 and 36(1)(b) of the 1961 Vienna Convention on Diplomatic Relations; and

iii. Article 37(4) of the 1961 Vienna Convention on Diplomatic Relations.

ARTICLE 12
Experts on Mission

Experts on Mission shall enjoy, within and with respect to Denmark, the following privileges and immunities necessary for the independent exercise of their functions during the period of their missions, including the time spent on journeys in connection with their missions:

(a) Immunity from personal arrest or detention and from inspection or seizure of their personal and official baggage;

(b) Immunity from legal process of any kind with respect to words spoken or written, and all acts done by them, in the performance of their mission, such immunity to continue notwithstanding that the persons concerned may no longer be Experts on Missions;

(c) Inviolability of all papers and documents;

(d) The right, for the purpose of all communications with the Office, to use codes and to dispatch or receive papers or correspondence by courier or in sealed bags;

(e) Exemption from immigration restrictions, alien registration and national service obligations;

(f) The same protection and repatriation facilities as are accorded in time of international crisis to members having comparable rank of the staff of heads of diplomatic missions accredited to Denmark;

(g) The same privileges with respect to currency and exchange restrictions as are accorded to representatives of foreign Governments on temporary official missions.

ARTICLE 13
United Nations Volunteers

United Nations Volunteers assigned to the Office shall enjoy those privileges and immunities provided for in Articles V and VII of the General Convention.

ARTICLE 14
Interns

1. Interns shall be accorded immunity from legal process in respect of words spoken or written and all acts performed by them in their official capacity. Such immunity shall continue to be accorded after termination of their internship with the United Nations.

2. Interns shall be exempt from taxation on amounts paid to them by the United Nations for their internship.

ARTICLE 15
Personnel Recruited Locally and Assigned to Hourly Rates

Personnel who are both recruited locally and assigned to hourly rates shall be subject to terms and conditions of engagement for locally recruited personnel in accordance with the regulations, rules and policies of the relevant United Nations entity and accorded immunity from legal process in respect of words spoken or written and all acts performed by them in their official capacity. Such immunity shall continue to be accorded after termination of employment with the United Nations.

ARTICLE 16
Individual Service Providers

Individual Service Providers shall be accorded immunity from legal process in respect of words spoken or written and all acts performed by them in their official capacity. Such immunity shall continue to be accorded after termination of their engagement with the United Nations.

ARTICLE 17
Access to the Labour Market for Dependent Family Members

Dependent Family Members of Officials, Other United Nations Personnel, Experts on Mission, United Nations Volunteers and Interns, who are posted to Denmark, shall have access to the labour market in Denmark and shall not require a work permit.

ARTICLE 18
Notification

In accordance with the provisions of Article V, Section 17 of the General Convention or Article VI, Section 18 of the Specialized Agencies Convention as applicable, the Government shall be periodically informed of the names and categories of the Officials and, on a voluntary basis without prejudice to the privileges and immunities of the United Nations, Other United Nations Personnel, Experts on Mission, United Nations Volunteers, Interns and Individual Service Providers assigned to the Office.

ARTICLE 19
Identification Cards

1. At the request of the Head of the Office, the Government shall issue to the personnel of the Office referred to in this Agreement with appropriate identification cards certifying their status under this Agreement. These cards shall serve to identify the holders in relation to all Danish Authorities.

2. Upon the demand of an authorized official of the Danish Authorities, persons referred to in paragraph 1 of this Article shall be required to present, but not to surrender, their identification cards.

3. Upon termination of employment or transfer, the Office shall ensure that all cards issued under paragraph 1 of this Article are promptly returned to the Government.

ARTICLE 20
Co-operation with the Danish Authorities

1. Without prejudice to their privileges and immunities, it is the duty of all persons enjoying such privileges and immunities to respect the laws and regulations of Denmark. They also have a duty not to interfere in the internal affairs of Denmark.

2. The Office shall actively and transparently co-operate at all times with the Danish Authorities to facilitate the proper administration of justice, secure the observance of police regulations and the respect for the laws and regulations of Denmark and avoid the occurrence of any abuse in connection with the privileges, immunities, facilities and courtesies accorded under this Agreement.

3. If the Government considers that there has been an abuse of the privileges or immunities conferred by the General Convention, the Specialized Agencies Convention or this Agreement, consultations will be held between the Danish Authorities and the Head of the Office to determine whether any such abuse has occurred and, if so, to attempt to ensure that no repetitions occur.

ARTICLE 21
Waiver of Immunity

The privileges and immunities accorded to individual persons under the General Convention, the Specialized Agencies Convention and the present Agreement are granted in the interests of the United Nations and not for the personal benefit of the persons concerned. The Secretary-General of the United Nations and/or the head of a Specialized Agency or related organization of the United Nations system has the right and the duty to waive the immunity of any of the persons referred to in Articles 11 to 16 of this Agreement in any case where, in his or her opinion, such immunity impedes the course of justice and can be waived without prejudice to the interests of the organization.

ARTICLE 22
Security

1. The Government shall provide to the Office and its personnel, throughout Denmark, such security as is required for the effective performance of their functions. To this end, the appropriate Danish Authorities shall ensure the security and protection of the Premises and personnel of the Office, and exercise diligence to ensure that the tranquillity and full and effective use of the Premises is not disturbed or disrupted in any way whatsoever, including by the unauthorized entry of persons or groups of persons from outside.

2. If requested by the Head of the Office, the appropriate Danish Authorities shall provide such assistance as is necessary for the preservation of law and order within the Premises and for the removal therefrom of persons whose presence is unauthorized.

3. The United Nations, in the preparation of its security regulations and procedures, shall consult with the Danish Authorities with a view to achieving the most effective and efficient exercise of security functions.

ARTICLE 23
Flags and Emblems

The Office may fly or display its flags and emblems on the Premises and its official vehicles and in any other manner agreed upon by the Parties.

ARTICLE 24
Social Security

1. The United Nations and the Government agree that the United Nations, and all persons referred to in this Agreement, irrespective of nationality, shall be exempt from the laws of Denmark on mandatory coverage and compulsory contributions to the social security schemes of Denmark during their appointment with the United Nations.

2. The United Nations and the Government agree that persons referred to in this Agreement are not entitled to coverage from the Danish social security schemes unless otherwise stipulated in the legislation of Denmark.

ARTICLE 25
Settlement of Disputes

1. The United Nations shall make provision for appropriate modes of settlement of:

(a) Disputes arising out of contracts and other disputes of a private law character to which it is a party;

(b) Disputes involving any person referred to in this Agreement, with the exception of Article 5 paragraph 2 and Article 10 (Representatives of States), who enjoy immunity under this Agreement, if such immunity has not been waived.

2. Any disputes between the Parties concerning the interpretation or application of this Agreement, which is not settled by negotiation or any agreed mode of settlement, shall be referred for final decision, at the request of either Party, to a tribunal of three arbitrators: one to be chosen by the Secretary-General of the United Nations and/or the head of the Specialized Agency or related organization of the United Nations system, as applicable, one to be chosen by the Government, and the third, who shall be the Chairperson of the tribunal, to be chosen by the first two arbitrators. Should the first two arbitrators fail to agree upon the third within three (3) months following the appointment of the first two arbitrators, such arbitrator shall be chosen by the President of the International Court of Justice at the request of the Secretary-General of the United Nations and/or the Head of the Specialized Agency, as applicable, or the Government. The arbitral tribunal shall determine its own procedure. The arbitrators shall reach decision by a majority of votes. The arbitral award shall contain a statement of the reasons on which it is based and shall be accepted by the Parties as the final adjudication of the dispute. The expenses of the arbitration shall be borne by the Parties as assessed by the arbitrators.

ARTICLE 26
Supplementary Agreements

The Parties may enter into one or more supplementary agreements for the implementation of this Agreement as deemed appropriate.

ARTICLE 27
Transitional Provisions

The United Nations and the Government of Denmark may agree upon appropriate transitional provisions.

ARTICLE 28
General Provisions

1. It is understood that, should Denmark enter into an agreement with an international organisation, which accords more favourable treatment than accorded to the United Nations in this Agreement, the United Nations shall have the right to request that similar treatment also be extended to the United Nations.

2. The provisions of this Agreement shall be considered supplementary to the provisions of the General Convention and the Specialized Agencies Convention as applicable. When a provision of this Agreement and a provision of the General Convention and/or Specialized Agencies Convention deal with the same subject, both provisions shall be considered complementary whenever possible.

3. Consultations with respect to amendments to this Agreement or any supplementary agreement shall be entered into at the request of either Party and such amendments shall be made in writing by mutual consent.

4. The Government agrees to consult with the United Nations upon request and without delay on any matter not specifically provided in this Agreement with a view to finding a mutually agreeable resolution.

5. This Agreement shall enter into force upon the date of the signature of the Parties and shall continue in force unless this Agreement is terminated in accordance with paragraph 8 of this Article.

6. This Agreement shall apply to other Offices, including Specialized Agencies and related organizations of the United Nations system, that have concluded an exchange of letters with Denmark applying the Agreement *mutatis mutandis* to such entity, and terminating any relevant existing host country agreement between Denmark and such entity, which shall enter into force as at the date of signature of the relevant exchange of letters.

7. If an Office ceases its operations in Denmark, this Agreement will cease to apply to that Office upon notification by the United Nations of the closure of the Office to the Government.

8. This Agreement may be terminated by either Party by written notice to the other and shall terminate six (6) months after receipt of such notice. Notwithstanding any such notice of termination, this Agreement shall remain in force until completion of the orderly winding up of the operations of the Offices, the liquidation, disposition or expatriation of their assets, the settlement of all pending matters relating to the implementation of this Agreement and the resolution of any dispute between the Parties in relation to this Agreement.

9. The following agreements previously signed between Denmark and the United Nations shall be terminated upon entry into force of this agreement:

(a) Agreement between the Government of Denmark and the United Nations relating to the Headquarters in Copenhagen of the Integrated Supply Centre of the United Nations Children's Fund (UNICEF) of 12 April 1983

(b) Agreement between the Government of Denmark and the United Nations Development Programme relating to the Headquarters in Copenhagen of the Inter-Agency Procurement Services Unit (UNDP) of 25 January 1989

(c) Agreement between the Government of Denmark and the United Nations World Food Programme relating to the Nordic Liaison Office of the World Food Programme in Copenhagen (WFP) of 8 December 2000

(d) Agreement between the United Nations Population Fund Nordic Office in Copenhagen (UNFPA Nordic Office) and the Government of Denmark of 18 September 2003

(e) Agreement between the Government of Denmark and the United Nations relating to the Headquarters and other Offices in Copenhagen of the United Nations Office for Project Services (UNOPS) of 13 December 2007

(f) Agreement between the United Nations Entity for Gender Equality and the Empowerment of Women and the Government of Denmark relating to the Office in Copenhagen of the United Nations Entity for Gender Equality and the Empowerment of Women (UN Women) of 23 April 2013

(g) Agreement between the United Nations and the Government of Denmark relating to the Office in Copenhagen of the United Nations Environment Programme (UNEP) of 20 May 2013

(h) Agreement between the Office of the United Nations High Commissioner for Refugees and the Government of Denmark relating to the UNHCR Office in Denmark (UNHCR) of 23 September 2015

Done in duplicate in the English language in New York on 22 September 2022.

For the Kingdom of Denmark

Mr. Flemming Møller Mortensen
Minister for Development Cooperation

For the United Nations

Ms. Amina J. Mohammed
Deputy Secretary-General

Hannan Suliéman

Witnessed by: the United Nations Children's Fund (UNICEF)

Ulrika Modéer

Witnessed by: the United Nations Development Programme (UNDP)

ÅSA REGNÉR

Witnessed by: the United Nations Entity for Gender Equality and the Empowerment of Women (UN Women)

JAMIL AHMAD.

Witnessed by: the United Nations Environment Programme (UNEP)

TIZIANA CLERICO

Witnessed by: the United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR)

JENS WANDEL

Witnessed by: the United Nations Office for Project Services (UNOPS)

JB PETERSEN

Witnessed by: the United Nations Population Fund (UNFPA)

Raphaël CHUEVARD

Witnessed by: the World Food Programme (WFP)

I

THE MINISTER FOR
DEVELOPMENT COOPERATION

File
2018-7009
Enclosure
-
Date
22 September 2022

Excellency,

With reference to the Agreement between the United Nations and the Kingdom of Denmark concerning the Status of the Offices of the United Nations in the Kingdom of Denmark (the "Agreement"), to which I have affixed my signature, I have the honour to inform you that the Kingdom of Denmark in its implementation of the relevant rules in the Agreement is bound by European Union law, including the Danish VAT law, and the application and administration of the Kingdom of Denmark's obligations pursuant to the Agreement is subject to such rules and procedures therein.

I note that this is without prejudice to the obligations of the Kingdom of Denmark pursuant to the 1946 Convention on the Privileges and Immunities of the United Nations and the 1947 Convention on the Privileges and Immunities of the Specialized Agencies, in particular Article II, sections 7 and 8 and Article III, sections 9 and 10, respectively.

If the United Nations agrees, I have the honour to propose that this note and your note of confirmation in response shall constitute a Supplementary Agreement between the United Nations and the Kingdom of Denmark pursuant to Article 26 of the Agreement, entering into force on the same day as the Agreement.

Please accept, Excellency, the assurances of my highest consideration.

Flemming Møller Mortensen

Amina J. Mohammed
Deputy Secretary- General
of the United Nations

II

United Nations Nations Unies

HEADQUARTERS • SIEGE NEW YORK, NY 10017

TEL.: 1 (212) 963.1234 • FAX: 1 (212) 963.4879

REFERENCE:

22 September 2022

Excellency,

I have the honour to refer to your note, dated 22 September 2022, regarding the Agreement between the United Nations and the Kingdom of Denmark concerning the Status of the Offices of the United Nations in the Kingdom of Denmark (the "Agreement"), and noting that the Kingdom of Denmark in its implementation of the relevant rules in the Agreement is bound by European Union law, including the Danish VAT law, and the application and administration of the Kingdom of Denmark's obligations pursuant to the Agreement is subject to such rules and procedures therein, and further noting that this is without prejudice to its obligations pursuant to the 1946 Convention on the Privileges and Immunities of the United Nations and the 1947 Convention on the Privileges and Immunities of the Specialized Agencies, in particular Article II, sections 7 and 8 and Article III, sections 9 and 10, respectively

I have the further honour to confirm the acceptance of the United Nations of the matters contained in your note, and the proposal therein that such note and this response constitute a Supplementary Agreement between the United Nations and the Kingdom of Denmark pursuant to Article 26 of the Agreement, which shall enter into force on the same day as the Agreement.

Please accept, Excellency, the assurances of my highest consideration.

Amina J. Mohammed
Deputy Secretary-General

His Excellency
Mr. Flemming Møller Mortensen
Minister for Development Cooperation
of Denmark

III

THE MINISTER FOR
DEVELOPMENT COOPERATION

File
2018-7009
Enclosure
-
Date
22 September 2022

Excellency,

I have the honour to refer to the Agreement between the United Nations and the Kingdom of Denmark concerning the Status of the Offices of the United Nations in the Kingdom of Denmark (the "Agreement"), to which I have affixed my signature.

I have the further honour to propose that "Officials" and "Other United Nations Personnel", as defined in Articles 1(k) and 1(l) of the Agreement, who would be entitled to privileges, immunities, exemptions and facilities pursuant to Article 11, paragraphs 3 and 4 of the Agreement, but are also Danish nationals, shall enjoy only those privileges and immunities provided for in the 1946 Convention on the Privileges and Immunities of the United Nations; the 1947 Convention on the Privileges and Immunities of the Specialized Agencies; and the Agreement with the exception of Article 11, paragraphs 1(k), 1(l), 3, 4 and 7.

If the United Nations agrees to this proposal, I propose that this note and your note of confirmation in response shall constitute a Supplementary Agreement between the United Nations and the Kingdom of Denmark pursuant to Article 26 of the Agreement, entering into force on the same day as the Agreement.

Please accept, Excellency, the assurances of my highest consideration.

Flemming Møller Mortensen

Amina J. Mohammed
Deputy Secretary- General
of the United Nations

IV

United Nations Nations Unies

HEADQUARTERS • SIEGE NEW YORK, NY 10017

TEL.: 1 (212) 963.1234 • FAX: 1 (212) 963.4879

REFERENCE:

22 September 2022

Excellency,

I have the honour to refer to your note, dated 22 September 2022, regarding the Agreement between the United Nations and the Kingdom of Denmark concerning the Status of the Offices of the United Nations in the Kingdom of Denmark (the "Agreement"), and proposing that "Officials" and "Other United Nations Personnel" (as defined in Articles 1(k) and 1(l) of the Agreement) who would be entitled to privileges, immunities, exemptions and facilities pursuant to Article 11, paragraphs 3 and 4 of the Agreement, but are also Danish nationals, shall enjoy only those privileges and immunities provided for in the 1946 Convention on the Privileges and Immunities of the United Nations; the 1947 Convention on the Privileges and Immunities of the Specialized Agencies; and the Agreement with the exception of Article 11, paragraphs 1(k), 1(l), 3, 4 and 7.

I have the further honour to confirm the acceptance of the United Nations of the proposal contained in your note, and the further proposal therein that such note and this response constitute a Supplementary Agreement between the United Nations and the Kingdom of Denmark pursuant to Article 26 of the Agreement, which shall enter into force on the same day as the Agreement.

Please accept, Excellency, the assurances of my highest consideration.

Amina J. Mohammed
Deputy Secretary-General

His Excellency
Mr. Flemming Møller Mortensen
Minister for Development Cooperation
of Denmark

V

THE MINISTER FOR
DEVELOPMENT COOPERATION

File
2018-7009
Enclosure
-
Date
22 September 2022

Excellency,

I have the honour to refer to the Agreement between the United Nations and the Kingdom of Denmark concerning the Status of the Offices of the United Nations in the Kingdom of Denmark (the "Agreement"), to which I have affixed my signature.

I propose that the following measures described herein constitute transitional arrangements related to the implementation of the Agreement:

Article 11, paragraph 6 - Officials and Other United Nations Personnel of the Office - CIVIL REGISTRATION NUMBER (CPR):
Officials and Other United Nations Personnel, as defined in the Agreement, who are internationally recruited EU/EEA/Swiss citizens and have chosen to use their rights as migrant workers under EU law to obtain a Civil Registration Number based on registration as a resident in Denmark (residence CPR-number) with the Danish Agency for International Recruitment and Integration ("SIRI"), will be given a "grace period" of six (6) months from the entry into force of the Agreement to change their status and obtain a residence permit through the Ministry of Foreign Affairs instead.

Article 11, paragraph 1(k) - Officials and Other United Nations Personnel of the Office – MOTOR VEHICLES:
Any personnel of a United Nations entity who, under a previous host agreement between the United Nations and the Kingdom of Denmark, have had the right to import or purchase one (1) or more motor vehicles free of customs duties, VAT and vehicle registration tax every three (3) years, and who lose this right under the Agreement, will have the right to

Amina J. Mohammed
Deputy Secretary- General
of the United Nations

keep the motor vehicle(s) already purchased without customs duties, VAT and vehicle registration tax becoming payable. Once such person's employment with the United Nations ceases, the motor vehicle(s) will have to be re-registered with the relevant Danish authorities.

Other existing rights – HOUSEHOLD EMPLOYEES:
Any personnel of a United Nations entity who, at the time of the signing of the Agreement, have employed a household employee under a previous host country agreement between the United Nations and the Kingdom of Denmark, will have the right to employ a household employee for a period of seven (7) years from the date of signing of the Agreement.

If the United Nations agrees, I have the honour to propose that this note and your note of confirmation in response shall constitute a Supplementary Agreement between the United Nations and the Kingdom of Denmark pursuant to Article 26 of the Agreement, entering into force on the same day as the Agreement.

Please accept, Excellency, the assurances of my highest consideration.

Flemming Møller Mortensen

VI

United Nations Nations Unies

HEADQUARTERS • SIEGE NEW YORK, NY 10017

TEL.: 1 (212) 963.1234 • FAX: 1 (212) 963.4879

REFERENCE:

22 September 2022

Excellency,

I have the honour to refer to your note, dated 22 September 2022, regarding the Agreement between the United Nations and the Kingdom of Denmark concerning the Status of the Offices of the United Nations in the Kingdom of Denmark (the "Agreement"), and proposing that the measures described therein constitute transitional arrangements related to the implementation of the Agreement.

I have the further honour to confirm the acceptance of the United Nations of the proposal contained in your note, and the further proposal therein that such note and this response constitute a Supplementary Agreement between the United Nations and the Kingdom of Denmark pursuant to Article 26 of the Agreement, which shall enter into force on the same day as the Agreement.

Please accept, Excellency, the assurances of my highest consideration.

Amina J. Mohammed
Deputy Secretary-General

His Excellency
Mr. Flemming Møller Mortensen
Minister for Development Cooperation
of Denmark